

Décryptage d'une métropolisation étatique accélérée

Le foncier est le moteur de la croissance urbaine de la Chine. Trois décennies de réformes économiques ont favorisé une urbanisation ultra-rapide* et la formation de villes géantes, désormais ralenties par un régime de croissance moins propice. La libéralisation des marchés immobiliers urbains et l'ambivalence du statut du foncier à la campagne ont endetté les villes : pour se financer, celles-ci empruntent, achètent et revendent des terres à urbaniser. Ce système spéculatif consomme de l'espace et déstabilise les territoires sur les plans social et environnemental. Pékin n'échappe pas à la règle. En 2015, pour « rationaliser » son territoire et concurrencer les régions de Shanghai et Canton, Pékin met en place le plan *Jing-Jin-Ji* (Pékin-Tianjin-province du Hebei). Ce programme d'intérêt national impose la réorganisation des fonctions économico-industrielles à l'échelle macro-régionale et le plafonnement du nombre de résidents dans la municipalité de Pékin. Il forme la base du nouveau Schéma directeur 2016-2035. Ce schéma repose sur le principe du « *less is more* »** (économie de terres et de ressources, population stabilisée) et sur la séparation nette entre ville-capitale et ville-municipalité. Pékin-centre doit accueillir les organes politiques de l'État ; Tongzhou, dans la banlieue est de Pékin, où sont transférés plus d'un million de fonctionnaires, est dédiée aux fonctions municipales ; la Nouvelle Zone de Xiong'an, dans le Hebei, à 100 km au sud de la ville, doit héberger les entreprises d'État. Pour réduire la population dans les six districts centraux (objectif : - 15 % d'ici 2035) et répondre aux exigences du statut « politique » de Pékin-centre, la municipalité se restructure depuis 2016 autour du projet controversé d'éviction de la population migrante installée dans la capitale.

La métropolisation accélérée dans laquelle est engagée la ville et la double gouvernance

RELOCALISATION DES FONCTIONS URBAINES



qui la régit (État, municipalité) génèrent des paradoxes qui en constituent désormais l'ADN. Un exemple : les grandes innovations sociales en faveur de la protection de quartiers historiques comme Dazhalan ou Shijia Hutong, où les projets mêlent participation d'habitants, d'architectes et d'artistes, sont contrecarrées par les évictions de migrants et la fermeture de leurs petits commerces, qui conféraient à Pékin toute sa vitalité. Ces paradoxes reflètent un télescopage entre politiques urbaines et mesures nationales favorisant le renforcement de Pékin-capitale. ■

Jérémie Descamps,
urbaniste, directeur de Sinapolis



POUR ALLER PLUS LOIN
www.sinapolis.net
www.modumag.com

*De 18% en 1980, le taux d'urbanisation est passé à 57,8% en 2018.

**Descamps J., Xu S., *Promoting 'Less is More': Beijing New Urban Master Plan*, Modu Magazine, 4 mai 2018.